

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
11 Laurier St./11, rue Laurier
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires
THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)
4C1, Place du Portage Phase III
11 Laurier St./11, rue Laurier
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet SYSTÈME GESTION DE CORRESPONDANCE		
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-133379/A		Amendment No. - N° modif. 002
Client Reference No. - N° de référence du client 20133379		Date 2013-10-01
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-114-26372		
File No. - N° de dossier 114xl.EN578-133379	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-10-22		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Niyonambaza, Audace		Buyer Id - Id de l'acheteur 114xl
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-5017 ()		FAX No. - N° de FAX (819) 953-3703
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

LA MODIFICATION NO. 002 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS A POUR OBJET DE MODIFIER LA DEMANDE DE SOUMISSIONS ET DE RÉPONDRE AUX QUESTIONS PORTÉES À NOTRE ATTENTION PAR L'INDUSTRIE.

Modification #015

Référence:

Exigence obligatoire O80

Modification #015:

L'exigence obligatoire O80 est par la présente modifiée comme suit:

Le soumissionnaire doit avoir une expérience considérable dans des projets, consécutifs ou simultanés et de cette nature et de cette complexité, de mise en œuvre d'un SGC, à temps et en respectant le budget.

Par « projets simultanés », on entend deux projets ou plus de mise en œuvre d'un SGC (ou d'un système de gestion semblable) exécutés en même temps (c.-à-d. un chevauchement sur une période deux à six mois entre les dates de début et les dates de fin de chaque projet).

Le soumissionnaire doit également fournir des preuves vérifiables de ses antécédents en matière de mise en œuvre d'un SGC pour des utilisateurs répartis sur plusieurs sites dispersés géographiquement, et de prestation de formation axée sur les tâches et de soutien technique aux clients comprenant au moins 500 utilisateurs.

Modification #016

Référence:

Exigence obligatoire O73

Modification #016:

L'exigence obligatoire O73 est par la présente modifiée comme suit:

Le SGCGC doit offrir une plateforme Web qui est compatible avec n'importe quel navigateur, y compris sans s'y limiter, Microsoft Internet Explorer 8+, Google Chrome 23+, Mozilla Firefox 17+, Apple Safari pour iPhone, Google Chrome pour Android et Microsoft IE pour Surface.

Modification #017**Référence**

Section 7.23 de la Demande de soumissions - Stabilité des prix pour les services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence

Modification #017:

La section 7.23 de la Demande de soumissions est par la présente modifiée comme suit:

- (a) L'entrepreneur reconnaît que le Canada considère comme important de pouvoir continuer à se prévaloir des services de maintenance et de soutien pour le logiciel sous licence après que le Canada aura exercé la dernière option (cinquième) qui contenait des prix établis. C'est pourquoi l'entrepreneur offre de continuer à fournir des services de maintenance et de soutien à des taux annuels raisonnables et selon toutes les autres modalités en vertu de ce contrat, assujetti à la signature d'une modification au contrat en bonne et due forme par les parties. Par les présentes, pour chaque année suivant la dernière année de prix établis (cinquième option), l'entrepreneur offre des taux annuels qui sont les moins élevés des:

- (i) taux actuels publiés par l'entrepreneur;
- (ii) taux établis dans la cinquième période optionnelle rajustés par la différence du pourcentage de l'indice des prix à la consommation tel que déterminé par Statistique Canada, pour la période de 12 mois précédant immédiatement la date à laquelle le changement de prix entre en vigueur;
- (iii) 2 % de plus que les taux annuels fournis au Canada durant l'année précédente selon ce contrat ou selon toute prolongation conclue en vertu de cette clause;

et les obligations de l'entrepreneur en vertu de cette clause resteront en vigueur après la résiliation ou l'expiration de ce contrat et ce jusqu'à ce que l'entrepreneur (i) n'offre plus la maintenance et les services de soutien pour les produits en question à ses autres clients ou (ii) l'entrepreneur n'a plus le droit de fournir de tels services de maintenance et de soutien.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question # 052

Référence:

Section 7.23 de la Demande de soumissions

Question #052

La section 7.23 de la demande de soumissions indique que l'entrepreneur est tenu d'assurer la maintenance et les services de soutien après la durée du contrat "à des taux annuels raisonnables et selon toutes les autres modalités en vertu de ce contrat." Nous croyons qu'exiger qu'un entrepreneur prenne un engagement perpétuel de fournir la maintenance et des services de soutien pour un produit spécifique et soit soumis à une augmentation fixe des prix n'est pas pratique (et probablement non exécutoire). Une approche plus raisonnable serait de limiter l'obligation de fournir la maintenance et les services de soutien à la période de temps pendant laquelle l'entrepreneur propose d'assurer la maintenance et le soutien sur les produits en question à ses autres clients.

Nous demandons que la dernière phrase de la section 7.23 soit modifiée comme suit pour refléter cette approche proposée et en éliminant l'augmentation fixe des prix:

"... et les obligations de l'entrepreneur en vertu de cette clause resteront en vigueur après la résiliation ou l'expiration de ce contrat et ce jusqu'à ce que l'entrepreneur (i) n'offre plus la maintenance et les services de soutien pour les produits en question à ses autres clients ou (ii) l'entrepreneur n'a plus le droit de fournir la maintenance et les services de soutien."

Réponse #052

La section 7.23 de la demande de soumissions a été modifiée. Veuillez s'il vous plaît vous référer à la modification #017 dans cette modification à la soumissions.

Question # 053

Référence:

Document de la Demande de soumissions

Question #053

La demande de soumissions ne contient pas les termes du «processus en 5 étapes» utilisés par le Canada (reproduits ci-dessous) à fin de permettre à un soumissionnaire d'inclure des modalités additionnelles d'utilisation du logiciel dans sa soumission. Ces termes ont été développés pour permettre la considération des conditions d'utilisation des produits logiciels d'un éditeur de logiciel

d'une manière qui compléterait (et non remplacerait) les termes de la licence inclus dans la demande de soumissions. Le processus en 5 étapes a été utilisé dans la récente demande de soumissions pour une solution de gestion de cas (demande de soumission no EN578-130092 / B)

La prise en compte du processus en 5 étapes dans la demande de soumissions est essentielle si TPSGC espère recevoir des soumissions qui comprennent la plus vaste gamme de produits logiciels disponibles sur le marché. Les éditeurs de logiciels qui ne peuvent pas inclure dans la soumission les modalités liées à l'utilisation de leur logiciel seront beaucoup moins susceptibles d'autoriser un soumissionnaire de proposer la fourniture de ses produits. En outre, le processus n'engageant pas TPSGC quant à l'acceptation des conditions d'utilisation proposées par le soumissionnaire, il n'y a pas de risque supplémentaire encouru par TPSGC en l'incluant dans la demande de soumissions.

Afin d'accroître sensiblement la probabilité que ce processus de passation des marchés soit couronné de succès, nous recommandons fortement que la demande de soumissions soit révisée afin d'inclure la clause suivante dans la partie 4 de la demande de soumissions:

Prise en considération des modalités additionnelles d'utilisation du logiciel:

- (a) L'acceptation de toutes les modalités et conditions contenues dans la partie 7 – Clauses du contrat subséquent (y compris les clauses relatives au permis d'utilisation du logiciel et les clauses incorporées par renvoi) constitue une exigence obligatoire de cette demande de soumissions.
- (b) Toutefois, les soumissionnaires peuvent, dans le cadre de leur soumission, présenter des modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel. L'inclusion ou non de ces modalités d'utilisation du logiciel dans tout contrat subséquent (en tant qu'annexe, conformément à l'article intitulé « Ordre de priorité des documents » dans les clauses du contrat subséquent) sera déterminée à l'aide du processus décrit ci-après. Quant à savoir si les modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel proposées sont acceptables pour le Canada, la décision est entièrement à la discrétion du Canada.
- (c) Le processus est le suivant :
 - A. les soumissions peuvent comprendre des modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel, qui sont proposées comme modalités supplémentaires aux clauses du contrat subséquent. Les soumissionnaires ne devraient pas présenter les modalités standard de licence intégrales de l'éditeur de logiciel (parce que les modalités standard de licence contiennent généralement des dispositions qui ne traitent pas uniquement de l'utilisation du logiciel; par exemple, elles traitent souvent de questions telles que la limite de la responsabilité ou la limite de garantie qui ne constituent pas des modalités d'utilisation du logiciel);
 - B. dans les cas où un soumissionnaire a présenté les modalités standard de licence intégrales de l'éditeur de logiciel, le Canada exigera que le soumissionnaire retire ces modalités et qu'il présente seulement les modalités d'utilisation du logiciel qu'il souhaite que le Canada prenne en considération;
 - C. le Canada examinera les modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel proposées par le soumissionnaire afin de déterminer si certaines de ces dispositions sont inacceptables pour le Canada;
 - D. si le Canada détermine qu'une des modalités d'utilisation du logiciel proposées est

inacceptable pour le Canada, ce dernier avisera le soumissionnaire, par écrit, et lui fournira l'occasion de retirer cette disposition de sa soumission ou de proposer une formulation de remplacement pour examen par le Canada. Le Canada peut préciser un délai de réponse au soumissionnaire. Si le soumissionnaire présente une nouvelle formulation que le Canada juge inacceptable, le Canada n'est pas obligé de lui fournir une autre occasion de proposer une formulation de remplacement;

- E. si le soumissionnaire refuse de retirer les dispositions inacceptables pour le Canada de sa soumission dans le délai prescrit par le Canada dans son avis, la soumission sera jugée irrecevable et rejetée; et,
- F. si le soumissionnaire accepte de retirer les dispositions inacceptables pour le Canada et qu'il se voit attribuer tout contrat subséquent, les modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel (telles que modifiées) seront incorporées en tant qu'annexe au contrat, conformément à l'article intitulé « Ordre de priorité des documents » dans les clauses du contrat subséquent.

(d) Pour plus de certitude et afin de garantir que seules les modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel qui ont été approuvées par les deux parties sont incorporées dans tout contrat subséquent, à moins que les modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel proposées par le soumissionnaire ne soient jointes en tant qu'annexe distincte au contrat et paraphées par les deux parties, elles ne seront pas considérées comme faisant partie de tout contrat subséquent (même si elles font partie de la soumission qui est incorporée par renvoi dans le contrat subséquent). Que le Canada les ait acceptées ou refusées dans le cadre du processus décrit ci-dessus, les modalités et conditions ou les modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel incluses dans la soumission ne s'appliqueront pas systématiquement au contrat subséquent.

(e) Que le Canada passe ou non à travers du processus décrit au point (iii) ci-dessus avec l'offre la mieux classée, avec certains ou avec tous les soumissionnaires relève exclusivement du pouvoir discrétionnaire du Canada.

En outre, pourriez-vous s'il vous plaît confirmer que, dans la mesure où le Canada s'engage à inclure les modalités d'utilisation des logiciels dans le contrat (conformément au termes ci-dessus) ces termes auront préséance dans l'ordre de priorité des documents par rapport à la soumission de l'entrepreneur ?

Réponse #053

Le Canada a examiné la question et il a décidé de laisser la demande de soumissions inchangée.

Les soumissionnaires devraient faire des demandes de changements spécifiques à la demande de soumissions en utilisant le processus de questions et réponses. Le Canada donnera suite à de telles demandes.

Question # 054**Référence:****Section 7.18 (b) de la Demande de soumissions****Question #054**

La section 7.18 (b) de la demande de soumissions exige que l'entrepreneur retenu accorde une «Licence d'utilisateur perpétuelle». Pour que le Canada puisse recevoir le meilleur prix, nous recommandons que l'exigence d'une licence par utilisateur soit complétée par une licence par serveur pour les composants serveur. Sans ce changement, on peut s'attendre à ce que le Canada paye trop cher pour un logiciel serveur (comme le coût sera inclus dans le coût par utilisateur et, en raison d'un manque d'informations sur la manière dont le logiciel sera utilisé, le soumissionnaire devra présumer que le Canada utilisera le logiciel dans une architecture de solution décentralisée et inefficace).

Réponse #054

Le Canada a examiné la question et il a décidé de laisser la demande de soumissions inchangée. Le modèle de licence par utilisateur permet une meilleure comparaison des soumissions.

Question # 055**Référence:****Document de Demande de soumissions****Question #055**

Est-ce le Canada pourrait fournir une version Word du document de cette demande de soumissions, soit les annexes et les appendices, pour que les soumissionnaires puissent les utiliser afin d'assurer une plus grande précision en répondant à cette demande?

Réponse #055

Une version de travail dans MS Word des documents suivants peut être mise à disposition des soumissionnaires qui en font la demande:

- Annexe A
- Annexe B
- Annexe C
- Formulaire 1
- Formulaire 2
- Formulaire 3
- Formulaire 4

Question # 056**Référence:****Exigence obligatoire O80****Question #056**

En référence à l'annexe 1, M80: «*Le soumissionnaire doit également fournir des preuves vérifiables de ses antécédents en matière de mise en œuvre d'un SGCGC au Canada et de prestation de formation axée sur les tâches et de soutien technique aux clients comprenant au moins 500 utilisateurs.*»

- Est-ce que le Canada permettrait au soumissionnaire de donner en référence des solutions de SGC à l'extérieur du Canada, c'est-à-dire aux Etats-Unis, en Europe ou en Australie?
- Est-ce que le Canada pourrait baisser le nombre d'utilisateurs à 300 pour permettre à plus de soumissionnaires potentiels de répondre à cette demande?

Réponse #056

Tel qu'indiqué dans les réponses #001 et #051, le troisième paragraphe de l'Exigence obligatoire O80 a été modifiée comme suit:

«*Le soumissionnaire doit également fournir des preuves vérifiables de ses antécédents en matière de mise en œuvre d'un SGC pour des utilisateurs répartis sur plusieurs sites dispersés géographiquement, et de prestation de formation axée sur les tâches et de soutien technique aux clients comprenant au moins 500 utilisateurs.*»

Le Canada ne réduira pas le nombre minimum d'utilisateurs.

Question # 057**Référence:****Exigence obligatoire O16 :**

Le SGCGC doit comprendre une fonction permettant la temporisation par les utilisateurs sans perdre de données.

Question #057

Cette exigence obligatoire est potentiellement en conflit avec l'exigence obligatoire O59, qui indique que le SGCGC doit permettre à l'administrateur de système de définir quels éléments de métadonnées sont obligatoires.

Avoir des champs obligatoires exige que des informations soient soumises dans ces champs avant d'enregistrer les données dans un dossier. L'exigence obligatoire O16 indique que le SGCGC doit comprendre une fonction permettant la temporisation par les utilisateurs sans perdre de données.

Est-ce suffisant de définir le délai d'expiration des sessions pour être assez longue de façon qu'un cas ne vienne pas à échéance? Si non, veuillez s'il vous plaît expliquer comment le Canada pourrait réagir à un cas où le SGCGC traiterait des données dans un cas dont les champs obligatoires (ou d'autres validations) n'auraient pas encore été exécutés.

Nous recommandons que le Canada supprime la partie de l'exigence obligatoire O16 qui traite de la *perte de données comme suit: " Le SGCGC doit comprendre une fonction permettant la temporisation par les utilisateurs pour rendre la temporisation en conséquence."*

Si cela ne n'est pas acceptable, nous recommandons que le Canada change l'exigence obligatoire O73 afin de refléter que le SGCGC fonctionne avec les navigateurs compatibles avec HTML5 seulement, ce qui permettra la sauvegarde des données du navigateur localement.

Réponse #057

Le Canada peut envisager plusieurs approches pour faire face à cette situation. La manière dont la temporisation par les utilisateurs est assurée par le SGCGC proposé est à la discrétion du soumissionnaire.

Question # 058

Référence:

Exigence obligatoire O73 :

Le SGCGC doit offrir une plateforme Web indépendante et supporter des navigateurs comme Microsoft Internet Explorer 8+, Google Chrome 23+ et Mozilla Firefox 17+.

Question #058

Est-ce que le Canada peut préciser la définition de "plate-forme indépendante"? Veuillez s'il vous plaît confirmer que l'intention de l'exigence est de prouver que le SGCGC doit fonctionner avec la même capacité indépendamment du choix du navigateur, y compris (mais sans s'y limiter) Microsoft Internet Explorer 8+, Google Chrome 23+ et Firefox 17+.

Nous recommandons que l'exigence initiale soit modifiée afin de refléter que le SGCGC doit fonctionner avec la même capacité indépendamment du choix du navigateur, y compris (mais sans s'y limiter) Microsoft Internet Explorer 8+, Google Chrome 23+ et Firefox 17+.

Réponse #058

L'exigence obligatoire O73 a été modifiée comme suit: «*Le SGCGC doit offrir une plateforme Web qui est compatible avec n'importe quel navigateur, y compris sans s'y limiter, Microsoft Internet Explorer 8+, Google Chrome 23+, Mozilla Firefox 17+, Apple Safari pour iPhone, Google Chrome pour Android et Microsoft IE pour Surface* »

Question # 059**Référence:****Exigence cotée C84:**

Le SGCGC devrait permettre à l'administrateur d'importer et de configurer des dictionnaires de synonymes et des dictionnaires anglais et français qui ne sont pas compris dans le système.

Question #059

Dans le cadre de la recherche d'information, le but d'un thésaurus (pluriel: «thésaurus») est de guider à la fois un indexeur et un chercheur de choisir le même terme préféré ou combinaison de termes pour représenter un sujet donné. ISO 25964, la norme internationale pour la recherche documentaire thésaurus, définit un thésaurus comme un «vocabulaire contrôlé et structuré dans lequel des concepts sont représentés par des termes, organisés de façon que des relations entre les concepts sont explicites, et les termes préférés sont accompagnés d'entrées pour synonymes ou quasi-synonymes. " (traduction libre).

L'idée est de guider tous les indexeurs et tous les chercheurs à utiliser le même terme pour désigner le même concept, pour que les résultats de recherche soient aussi complètes que possible. Si le thésaurus est multilingue, les termes équivalents dans d'autres langues sont montrés également. En suivant les normes internationales, les concepts sont généralement hiérarchisés au sein de facettes ou groupées par thèmes ou des sujets.

Est-ce que cette norme est conforme à l'intention de l'exigence cotée C84 de la demande de soumissions pour le SGCGC?

Réponse #059

Cette exigence fait référence à la capacité de voir les dictionnaires importés par les utilisateurs et les thesaurus respecter l'orthographe et la vérification des données du SGCGC dans un champ de texte.

Question # 060**Référence :****Exigence cotée C85 :**

Le SGCGC devrait permettre à l'utilisateur d'ajouter des termes et des synonymes aux dictionnaires du système. L'utilisateur devrait aussi pouvoir créer, importer et configurer son propre dictionnaire de synonymes et son propre dictionnaire anglais et français.

Question #060

Dans le cadre de la recherche d'information, le but d'un thésaurus (pluriel: «thésaurus») est de guider à la fois un indexeur et un chercheur de choisir le même terme préféré ou combinaison de termes pour représenter un sujet donné. ISO 25964, la norme internationale pour la recherche documentaire

thésaurus, définit un thésaurus comme un «vocabulaire contrôlé et structuré dans lequel des concepts sont représentés par des termes, organisés de façon que des relations entre les concepts sont explicites, et les termes préférés sont accompagnés d'entrées pour synonymes ou quasi-synonymes. " (traduction libre).

L'idée est de guider tous les indexeurs et tous les chercheurs à utiliser le même terme pour désigner le même concept, pour que les résultats de recherche soient aussi complètes que possible. Si le thésaurus est multilingue, les termes équivalents dans d'autres langues sont montrés également. En suivant les normes internationales, les concepts sont généralement hiérarchisés au sein de facettes ou groupées par thèmes ou des sujets.

Étant donné que l'intention est de de guider tous les indexeurs et tous les chercheurs à utiliser le même terme pour désigner le même concept, l'exigence cotée C85 va potentiellement à l'encontre de cette intention. Est-ce que le Canada pourrait s'il vous plaît fournir des détails sur l'intention opérationnelle et l'avantage de cette exigence?

Réponse #060

L'exigence cotée C85 fait référence à la capacité d'un utilisateur de personnaliser les dictionnaires et les thésaurus importés.

Question # 061

Référence:

4.2 Évaluation technique

d) Contrôle de validation de la soumission

iv) Le contrôle de validation de la soumission aura lieu dans la région de la capitale nationale à un emplacement fourni par le Canada. Le Canada donnera un préavis d'au moins 5 jours ouvrables avant la date prévue pour le contrôle de validation de la soumission. Une fois le contrôle de validation de la soumission a commencé, il doit être complété dans les 3 heures.

Question #061

Est-ce que le Canada peut donner des précisions sur le processus de contrôle de validation de la soumission par rapport à toute exigence d'installer la solution proposée sur les serveurs du gouvernement du Canada ou si l'organisation sélectionnée est en mesure d'utiliser son propre équipement pour exécuter le contrôle de validation de la soumission?

Réponse #061

Les soumissionnaires doivent utiliser leur propre matériel, composants, données de test, ainsi que la version et la configuration du SGCGC proposé pour compléter le contrôle de validation de la soumission. Il n'est pas nécessaire d'installer la solution proposée sur un ou des serveurs du gouvernement du Canada.

Question # 062**Référence:****4.3 Évaluation financière**

Tableau «Prix total de la soumission », Article no. 3 – Services professionnels et formation :
 Tarif journalier moyen pondéré multiplié par 240 jours de travail.

Question #062

Tableau B-1 – Données théoriques relatives à la mise en œuvre du SGCGC DFO: Niveau d'effort estimé en jours ouvrables. Le Canada a déterminé que le niveau d'effort estimé (jours ouvrables) est de 240.

Si le soumissionnaire détermine que le niveau d'effort estimé en jours ouvrables est différent de l'estimation du Canada, le soumissionnaire devrait-il multiplier le tarif journalier moyen pondéré quotidien par l'estimation du soumissionnaire dans un effort de donner un coût global inférieur?

Réponse #062

L'évaluation financière sera effectuée par l'Autorité contractante. Le nombre de 240 jours sera utilisé pour permettre une meilleure comparaison des soumissions.

Question # 063**Référence:****Annexe B - Tableau B-1****Question #063**

Le tableau B-1 énumère les ressources de l'entrepreneur comme les formateurs ainsi que les ressources du MPO comme les formateurs également pour les modules de travail 10 et 11. Au module de travail 8, les ressources de l'entrepreneur auront formé les administrateurs système du MPO et les formateurs du MPO.

Est-ce que le Canada peut donner des précisions sur la façon dont la formation des utilisateurs sera fournie? Est-ce l'intention du Canada de voir les formateurs du MPO (qui ont fréquenté la formation des entraîneurs de cinq jours) former les utilisateurs ou est-ce qu'ils assumeront simplement le rôle d'un coach? Est-ce que le Canada pourrait s'il vous plaît fournir des détails sur la façon dont la formation sera distribuée aux ressources disponibles?

Pouvez-vous s'il vous plaît préciser vos besoins de formation à l'égard de qui dispense une formation au siège social et aux membres du personnel des bureaux régionaux?

Réponse #063

Le Canada s'attend à ce que le soumissionnaire donne la formation aux formateurs du MPO sur le SGCGC et fournisse le matériel de formation requis pour l'utilisation lors de ses séances de formation et pour référence ultérieure par les formateurs du MPO. Le Canada s'attend également à ce que le soumissionnaire forme des employés désignés du MPO sur l'administration et la configuration du système. Le Canada s'attend à ce que la formation sur le SGCGC soit livrée en ligne et à distance via le web.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS RESTENT INCHANGÉES.